

Mme Amina Bouayach : Présidente du CNDH depuis décembre 2018, Mme Bouayach est la première femme élue présidente d'une ONG des droits de l'Homme, et a été coordinatrice de nombreuses coalitions et groupe de travail de plaidoyer et de mobilisation relatifs aux questions des droits de l'Homme au niveau national, régional et international. Elle a présidé et pris part à plusieurs opérations d'observation des élections et des missions d'enquête au niveau national et international. Ancienne Vice-présidente et Secrétaire générale de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), elle a été désignée en 2011, membre de la Commission royale consultative de révision de la Constitution. Ancienne ambassadeur du Royaume du Maroc en Suède (2016-2018) ; elle a publié plusieurs articles sur les droits des femmes et les droits humains.

M. Raji Sourani : Avocat et président fondateur du Centre palestinien pour les droits de l'Homme à Ghaza. Emprisonné par les Israéliens pour ses activités, Raji Sourani est membre de la Commission internationale de juristes, et vice-président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme. Il a reçu le Prix Robert F. Kennedy des droits de l'Homme en 1991 et le prix Nobel alternatif en 2013.

M. Ahmed Chaouqi BENYOUB. Avocat de profession auprès du barreau de Rabat jusqu'à 2011, M. Benyoub a été nommé par le Roi Mohammed VI en décembre 2018 au poste de Délégué interministériel aux droits de l'Homme. Il a assumé, depuis 1995, des responsabilités professionnelles dans le domaine des droits humains notamment en tant que vice-président de l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH), expert auprès de l'Observatoire national des droits de l'enfant (ONDE), membre de l'Instance équité et réconciliation (IER) et membre du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH). Il est connu dans la région du MENA en qualité d'expert en matière des droits de humains et de la justice transitionnelle. Ahmed Chaouqi BENYOUB est auteur de plusieurs ouvrages, réalisés dans le cadre des programmes nationaux, régionaux et internationaux en matière des droits humains.

Mme Souhayr Belhassen

Ancienne présidente, puis présidente d'honneur, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Souhayr Belhassen, est la première femme à accéder à la présidence de cette organisation, créée en 1922. Diplômée en sciences politiques, vice-présidente de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), Mme Belhassen a travaillé comme journaliste, notamment comme correspondante de Reuters à Tunis, et responsable développement de la chaîne Canal Horizon au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Le Conseil de l'Europe lui a décerné le Prix Nord-Sud pour son engagement exceptionnel à la promotion de la solidarité entre le Nord et le Sud en 2011.

M. Mohamed Benalilou. Magistrat de formation, titulaire d'un master en droit et lauréat de l'Institut supérieur des études judiciaires à Rabat, M. Benalilou est depuis décembre 2018 le Médiateur du Royaume. Il a assumé plusieurs responsabilités et missions administratives, notamment en tant que directeur du pôle administratif et de la formation au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, directeur des ressources humaines au sein du ministère de la Justice, directeur des études, de la coopération et de la modernisation au sein du ministère de la Justice et des Libertés et de chef du cabinet du ministre de ce même département.

M. Hanny Megally est membre senior du Centre international de la coopération à l'Université de New York, dont les actions portent sur les questions de l'extrémisme, des droits humains et du droit. Après avoir officié à la direction de l'Asie et du MENA au Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme à Genève, Il a présidé le Comité de coordination des institutions nationales des droits de l'Homme (CIC). Il est également l'un des trois commissaires de la Commission d'enquête des Nations Unies en Syrie. Auparavant, il a été vice-président des programmes au Centre international pour la justice transitionnelle. Hanny Megally a commencé sa carrière professionnelle au Secrétariat international d'Amnesty où il a dirigé le département de recherche du Moyen-Orient. Par la suite, il a dirigé le programme de justice sociale de la Fondation Ford au Moyen-Orient. Il a été le directeur

exécutif de la division MENA de Human Rights Watch. Il a supervisé plusieurs programmes-pays dans la région MENA et les régions Asie/Pacifique. Il est considéré comme un expert en droits humains et en développements politiques dans la région MENA.

Mme Asma Lamrabet. Médecin biologiste de profession à Rabat. Elle a exercé durant plusieurs années comme médecin bénévole dans des hôpitaux publics en Espagne et en Amérique latine. Essayiste et engagée depuis plusieurs années dans la réflexion sur la question de la réforme de la pensée musulmane et de la problématique des femmes dans l'islam, Mme Lamrabet est membre du comité académique du réseau international Musawah basée à Kuala Lumpur. Responsable de la Chaire Genre à la fondation Euro-arabe de l'Université de Grenade. Elle a servi comme directrice du Centre des études féminines en Islam au sein de la Rabita Mohammadia des Oulémas du Maroc.

M. Mabassa Fall. Professeur de sciences politiques à l'Université Cheikh Anta Diop et membre fondateur de l'Organisation nationale des droits de l'Homme au Sénégal, il fut membre de la Commission Internationale des Juristes, avant de rejoindre la fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH). Il est également membre fondateur de l'Union Interafricaine des droits de l'Homme et du Centre africain pour la prévention des conflits, au niveau de la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples. Mabassa Fall a notamment été à l'initiative de la Résolution 79 instituant le groupe de travail sur la peine de mort lors de la 38ème Session ordinaire de la Commission africaine.

M. Hassan Tariq. Politologue et ancien député au parlement, Hassan Tariq est professeur d'enseignement supérieur à l'Université Mohammed V de Rabat. Il est président de l'Association marocaine de science politique. Il est auteur de nombreux ouvrages.

M. Mustapha Raïssouni : Avocat, M. Raïssouni est un ancien bâtonnier de Tanger et ancien président de l'Association des Barreaux du Maroc. Il a été à la tête de plusieurs associations dont l'Association de soutien aux Établissements Universitaires, la Fondation Abdellah Guennoun pour la culture et la recherche scientifique, l'Association du Développement de la province de Tanger et l'Association Dar AL Hanae pour les enfants orphelins handicapés. Ancien membre de l'Instance indépendante d'Arbitrage, de l'IER et du Conseil consultatif des droits de l'Homme, il assure actuellement la fonction de conseiller auprès de la présidence du CNDH. Il est auteur de plusieurs recherches publiées dans des revues spécialisées.

Marcela Cubillos Poblete. Historienne sociale de l'Antiquité classique, Mme Marcella est formée à l'Université Pontificale catholique de Valparaíso au Chili. Elle a obtenu son doctorat en histoire ancienne à l'Université de Pise en Italie. Actuellement, elle est professeur à l'Institut d'histoire et de sciences sociales à l'Université de Valparaíso au Chili. Elle est membre active dans plusieurs organismes dont l'Institut européen d'histoire de l'alimentation, la Société chilienne d'études classiques, l'Association argentine des études européennes, la Commission internationale sur l'anthropologie de l'alimentation et de la nutrition et l'Association des chercheurs en arts et l'humanité du Chili.

M. Tayeb Biad : Historien et professeur d'histoire contemporaine et du temps présent à l'Université Hassan II de Casablanca, M. Biad est un expert évaluateur auprès du Centre national de la recherche scientifique et technique. Il a contribué au congrès international de la recherche et de l'innovation ENTRENOVA et est auteur de plusieurs recherches et écrits notamment « Journalisme et histoire » 2019 et « L'enferment, Le partage, Lieux et mémoire » en 2015.

M. Mohammed Mhaïfid : Professeur de philosophie politique et la philosophie de la religion à l'Université Ibn Tofaïl de Kénitra, il est membre fondateur du laboratoire de la philosophie et la société à la même université. De 1997 à 2011, M. Mhaïfid a assumé plusieurs postes de responsabilités à l'Organisation marocaine des droits humains. Expert de l'IER, Il a participé à des travaux de recherche au sein de nombreux groupes de recherches thématiques. Il a contribué aussi à de nombreux rapports et des séminaires au niveau national et international sur les droits humains et la démocratie.

Mme Katharina Rose : Elle est la représentante de l'Alliance Globale des institutions nationales des droits de l'Homme (GANHRI) à Genève. Mme Rose coordonne l'engagement du GANHRI avec les Nations Unies et les autres organisations. Auparavant, Mme Rose a travaillé pour l'Assemblée parlementaire d'Allemagne et le Centre Marc Bloch à Berlin. Mme Rose est une avocate qualifiée pour exercer en Allemagne. Elle a poursuivi des études en droit et en droits de l'Homme à l'Université Humboldt de Berlin, à l'Université de Genève, ainsi que la littérature au King's College et les relations internationales à l'Université de Bologne.

M. Mbarek Boudarqa : Avocat, M. Boudarqa est un ancien membre de l'Instance Equité et Réconciliation, où il a présidé le groupe d'investigation, et du Conseil consultatif des droits de l'homme. Il a assuré plusieurs responsabilités dans des réseaux de droits de l'Homme de l'Europe occidentale et au monde arabe. Auteur de la *Lettre de Paris* et la Mémoire de M. Abderhmane Youssoufi « *AHADITH* » et co-auteur de l'expérience de l'IER, M. Boudarqa assure depuis 2008 actuellement la fonction de conseiller à la présidence du Conseil national des droits de l'Homme.